

RAPPORT 2020 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE - NIGER

Résumé analytique

La Constitution interdit toute discrimination religieuse et consacre la liberté de religion et de culte, dans le respect de l'ordre public, de la paix sociale et de l'unité nationale. Elle établit la séparation de l'Église et de l'État et interdit les partis politiques à caractère religieux. La mise en œuvre en 2019 de la stratégie nationale en matière de Cultes a été entravée par les restrictions liées à la COVID-19, des troubles civils et l'attention portée par le gouvernement aux élections législatives de décembre. Ce dernier a continué d'interdire le port du voile intégral dans la région de Diffa en vertu de dispositions sur l'état d'urgence afin d'empêcher toute dissimulation de bombes ou d'armes. Il a également continué d'interdire les manifestations publiques de prosélytisme en plein air pour les raisons de sécurité indiquées. Le gouvernement a déclaré être confronté à une série de menaces pour la sécurité persistantes et croissantes du groupe autrement appelé « l'État islamique en Afrique de l'Ouest » ou la « Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique », antérieurement désigné sous le nom de Jama'at Ahl as-Sunnah lid-Da'wah wa'l-Jihad, et communément connu comme Boko Haram, une organisation terroriste djihadiste opérant dans la région. Dans la commune de Mirriah, située à presque 18 kilomètres à l'est de Zinder, de nombreux jeunes armés de cailloux et de massues ont manifesté en public pour dénoncer l'interdiction par le gouvernement des rassemblements religieux, du fait des restrictions liées à la COVID-19 et pour protester contre l'arrestation d'un imam local qui avait refusé d'obtempérer.

Suite à l'annonce des premiers cas confirmés de COVID-19, le Conseil islamique et la Coalition des Églises nigériennes ont appelé à l'interdiction des prières collectives et des rassemblements religieux dans les mosquées et les églises du pays. Bon nombre de personnes n'ont pas respecté ces décrets et un grand nombre de musulmans ont prié dans les mosquées le lendemain de l'annonce du Haut Conseil islamique. Le conseil a publié une déclaration pour exhorter les musulmans à respecter les mesures de prévention de la COVID-19 établies par le gouvernement pendant le ramadan et appelé également les leaders musulmans à mener des campagnes de sensibilisation à la pandémie.

L'ambassadeur et d'autres représentants de l'ambassade des États-Unis ont continué à plaider en faveur de la liberté de religion et de la tolérance lors de leurs rencontres avec les hauts fonctionnaires du gouvernement, notamment les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères. Les représentants de l'ambassade

ont transmis des messages de tolérance religieuse lors de réunions avec des représentants musulmans et chrétiens, notamment durant la rencontre de l'ambassadeur avec l'imam de la grande mosquée de Niamey à la veille de l'Aïd al-Adha. L'ambassade a continué de parrainer des programmes rassemblant des chefs religieux de tout le pays dont l'objectif est de lutter contre l'extrémisme violent et d'amplifier les voix qui prônent la tolérance religieuse. L'ambassade a apporté son assistance dans la conception de nouveaux programmes éducatifs, en consultation avec les dirigeants religieux et traditionnels, notamment en étudiant les cursus et les textes scolaires pour y rechercher d'éventuels contenus contraires à la liberté et à la tolérance religieuse.

Section I. Démographie religieuse

Selon les estimations du gouvernement des États-Unis, la population totale s'élève à 22,8 millions d'habitants (estimations à la mi-2020). Selon le ministère de l'Intérieur, plus de 98 % de la population est de confession musulmane. La grande majorité de la population musulmane est de confession sunnite et moins de 7 % de confession chiite. Les catholiques, protestants et autres confessions représentent moins de 2 % de la population. Le pays abrite quelques milliers de baha'is, qui résident principalement à Niamey et dans les communautés de la rive ouest du fleuve Niger. Un petit pourcentage de la population adhère principalement aux croyances religieuses autochtones. Certains musulmans mêlent l'animisme à la pratique de l'islam ; toutefois, les observateurs notent que cette tendance a beaucoup diminué au cours des dix dernières années.

Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique

La Constitution interdit la discrimination religieuse, prévoit la séparation de la religion et de l'État comme principe immuable et garantit l'égalité devant la loi pour tous, indépendamment de l'appartenance religieuse. Elle prévoit la liberté de conscience, de religion, de culte et d'expression de la foi dans le respect de l'ordre public, de la paix sociale et de l'unité nationale. La Constitution dispose également qu'aucune religion ou aucun culte ne peut revendiquer le pouvoir politique ou intervenir dans les affaires de l'État et elle interdit les partis politiques qui sont basés sur l'affiliation religieuse.

La loi sur l'organisation et la pratique de la religion, votée et promulguée en 2019, réaffirme des lois existantes sur la liberté de religion, à condition que la religion

soit exercée dans le respect « de l'ordre public et du bien moral ». Elle prévoit que les pouvoirs publics réglementent et approuvent la construction de lieux de culte, et qu'ils supervisent les contributions financières qui leur sont destinées.

Les groupes religieux sont traités à l'égal des autres organisations non gouvernementales et doivent s'enregistrer auprès du bureau des Affaires coutumières et religieuses au sein du ministère de l'Intérieur. Leur accréditation est basée sur la soumission des documents légaux requis, notamment les statuts de l'organisation, les procès-verbaux du Conseil d'administration, un plan d'action annuel et une liste des fondateurs de l'organisation. Seules les organisations accréditées sont des entités légalement reconnues. Les groupes non enregistrés ne sont pas des entités légales et ne sont donc pas autorisés à avoir des activités ; pourtant, quelques organisations religieuses non accréditées fonctionneraient sans autorisation dans des zones reculées. Le ministère de l'Intérieur exige que les chefs religieux qui bénéficient d'une grande audience nationale appartiennent à une organisation religieuse reconnue ou obtiennent un permis spécial.

Les groupes religieux enregistrés qui souhaitent obtenir un statut légal permanent doivent faire l'objet d'un examen triennal et d'une période d'essai avant que le bureau des Affaires coutumières et religieuses, qui relève du ministère de l'Intérieur, n'accorde un changement de statut légal de provisoire à permanent.

La Constitution précise que le président, le Premier ministre et le président de l'Assemblée nationale doivent prêter serment sur le livre sacré de leur religion lors de leur entrée en fonction. Selon la loi, d'autres hauts fonctionnaires sont également tenus de prêter un serment religieux lorsqu'ils prennent leurs fonctions.

Conformément aux dispositions sur l'état d'urgence, l'État interdit le port du voile intégral dans la région de Diffa, dans le but déclaré d'empêcher la dissimulation de bombes et d'armes.

Le gouvernement interdit aux groupes religieux d'organiser des manifestations publiques de prosélytisme en plein air pour les raisons de sécurité qu'il a énoncées. Il n'est pas légalement interdit de pratiquer un prosélytisme pacifique dans un lieu privé ou de se convertir à une autre religion, à condition que le groupe religieux prenant la conversion en charge soit enregistré auprès du gouvernement.

La création d'une école privée par une association religieuse doit recevoir l'assentiment à la fois du ministère de l'Intérieur et du service compétent du ministère de l'Éducation (primaire, secondaire, supérieur ou professionnel). Les

écoles coraniques privées, créées uniquement pour enseigner le Coran sans fournir d'autre forme d'éducation, ne sont pas réglementées. La plupart des écoles publiques ne dispensent pas d'éducation religieuse. Le gouvernement finance un petit nombre d'écoles primaires spéciales (appelées « écoles franco-arabes ») dont le programme d'études comprend l'étude religieuse de l'islam.

Il n'y a pas de restrictions à la délivrance de visas pour les dignitaires religieux en visite ; cependant, la résidence à long terme de dignitaires religieux étrangers doit être approuvée par le ministère de l'Intérieur.

Le Niger est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Pratiques gouvernementales

La mise en œuvre de la stratégie nationale de 2019 en matière de Cultes a été entravée par les restrictions liées à la COVID-19, des troubles civils et l'attention que portait le gouvernement aux élections législatives de décembre. Les six objectifs clés de cette stratégie consistaient à concevoir et mettre en œuvre un plan pour l'identification des lieux de culte, promouvoir des formations religieuses de qualité, encourager un discours religieux éducatif et tolérant auprès du grand public, assurer une « surveillance adéquate » des pratiques religieuses, renforcer le dialogue au sein des confessions et entre elles, et décourager l'extrémisme religieux violent. La situation des conseils nationaux du culte prévus demeurait incertaine à la fin de l'année.

Le 17 mars, le gouvernement a approuvé par décret 20 mesures de lutte contre la COVID-19, parmi lesquelles l'interdiction des rassemblements et des consignes de distanciation physique. Le 23 mars, dans la commune de Mirriah, située à presque 18 kilomètres à l'est de Zinder et à quelque 880 kilomètres de Niamey, de nombreux jeunes ont pris part à des manifestations de rue pour dénoncer l'interdiction par le gouvernement des rassemblements religieux dans le cadre des mesures de prévention de la COVID-19 et pour protester contre l'arrestation d'un imam local qui avait refusé d'obtempérer. Les manifestants ont érigé des barricades dans les rues, brûlé des pneus et mis le feu au bureau du maire. La police et la gendarmerie ont été déployés pour disperser les émeutiers. Selon les médias, plusieurs jeunes hommes ont été blessés dans les confrontations. Le 27 mars, à la suite d'autres affrontements à Zinder, la police a arrêté plusieurs manifestants. Selon la presse, la plupart des manifestants étaient des fidèles de l'imam Garin Malam, qui les avait exhortés à désobéir aux consignes du gouvernement concernant la prière en groupe.

Le 18 avril, le Haut Conseil islamique a diffusé une déclaration appelant les musulmans à respecter les mesures gouvernementales de lutte contre la COVID-19 interdisant les grands rassemblements publics, notamment la prière en groupe, pendant le ramadan. Le conseil a également exhorté les leaders et prédicateurs musulmans à mener des campagnes de sensibilisation à la pandémie de COVID-19. De très nombreux musulmans se seraient rendus le lendemain dans les mosquées pour prier.

Cheikh Boureima Abdou Daouda a présenté sa candidature en vue de l'élection présidentielle du 27 décembre pour représenter l'Union démocratique des socialistes de la renaissance (UDSR Martaba), un parti qu'il avait fondé 20 ans plus tôt. C'est le premier imam de la mosquée de l'université de Niamey à se présenter à la présidence.

Le forum islamique, créé par le gouvernement en 2017 dans le but d'uniformiser la pratique de l'islam et de freiner l'essor de l'extrémisme islamique, a continué d'assurer la liaison avec les pouvoirs publics.

Des représentants de l'État ont continué d'exprimer leurs préoccupations à l'égard des financements provenant de l'Iran, du Qatar, de l'Arabie Saoudite, de la Turquie, des Émirats arabes unis et d'autres pays pour la construction de mosquées et la formation d'imams. Toutefois, d'après les observateurs, le gouvernement ne disposait que de ressources limitées pour vérifier l'ampleur de ces financements et prendre la pleine mesure de leurs conséquences.

Le gouvernement a déclaré qu'il continuait d'être confronté à une série de menaces pour la sécurité persistantes et croissantes du groupe autrement connu sous le nom de « l'État islamique en Afrique de l'Ouest » ou de la « Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique », antérieurement appelé Jama'at Ahl as-Sunnah lid-Da'wah wa'l-Jihad, et communément connu comme Boko Haram, une organisation terroriste djihadiste opérant dans la région. Selon les médias, des groupes terroristes armés, notamment Boko Haram et des groupes affiliés à Al-Qaïda, à l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et à l'État islamique en Afrique occidentale (EIAO), ont attaqué et tué des civils et des membres des forces de sécurité. Boko Haram et l'EIAO ont poursuivi leurs attaques régulières dans la région de Diffa dans le bassin du lac Tchad, tandis que l'EIGS et le GSIM intensifiaient leurs attaques dans les zones frontalières avec le Mali et le Burkina Faso. Des groupes armés auraient également mené des campagnes ciblées pour tuer et menacer ceux qu'ils qualifiaient « d'informateurs ». Des groupes affiliés à

l'EIGS et à Jama'at Nasr al-Islam wal Muslim dans le nord de la région de Tillabéri auraient continué d'imposer des impôts islamiques aux villageois des environs, et des membres d'organisations terroristes dans l'ouest de la région auraient brûlé des écoles publiques en disant aux villageois que leurs enfants ne devraient pas fréquenter l'école laïque.

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

Le 19 mars, suite à l'annonce du premier cas confirmé de COVID-19, le Haut Conseil islamique et la Coalition des Églises nigériennes ont appelé à l'interdiction de la prière collective et des autres rassemblements religieux dans les mosquées et les églises du pays. Selon les médias, beaucoup n'ont pas respecté ces décrets et un grand nombre de musulmans ont prié dans les mosquées le 20 mars, au lendemain de l'annonce du Haut conseil islamique.

Le forum interconfessionnel islamo-chrétien a continué de se tenir, en réunissant des représentants des associations musulmanes et des églises chrétiennes pour discuter de la coopération entre les différentes confessions. Selon les représentants des associations chrétiennes comme musulmanes, les musulmans et les chrétiens entretenaient généralement de bonnes relations. Cependant, selon certains chefs religieux, une minorité de musulmans s'opposait à l'instauration de liens plus étroits entre musulmans et chrétiens, qu'ils considéraient comme une corruption de la vraie foi, et ne voyaient donc pas le forum d'un bon œil.

Section IV. Politique et engagement du gouvernement des États-Unis

L'ambassadeur et d'autres représentants de l'ambassade ont continué à plaider en faveur de la liberté de religion et de la tolérance lors de leurs rencontres avec de hauts fonctionnaires et chefs religieux. L'ambassadeur a évoqué la liberté religieuse avec le ministre de l'Intérieur et le ministre des Affaires étrangères, les encourageant à s'impliquer pleinement avec les associations musulmanes dans le cadre des efforts du gouvernement visant à promouvoir la tolérance religieuse et contrer les messages extrémistes.

L'ambassadeur et des représentants de l'ambassade se sont entretenus avec les représentants de groupes musulmans et chrétiens afin de soutenir les dialogues intra et interreligieux visant à promouvoir la tolérance et la compréhension et pour aborder conjointement les questions de société – telles que l'éducation pour tous et la réduction des mariages précoces – pour lesquelles le leadership religieux et la tradition sont des facteurs déterminants. L'ambassadeur a rencontré le président de

l'Association islamique, également connu comme l'imam de la grande mosquée de Niamey, à la veille de l'Aïd al-Adha, pour évoquer le rôle de la foi dans la société et les façons dont elle pourrait contribuer à vaincre l'extrémisme en lien avec la religion.

L'ambassade a continué de parrainer des programmes rassemblant des chefs religieux de tout le pays axés sur la lutte contre l'extrémisme violent en lien avec la religion et l'amplification des voix qui prônent la tolérance religieuse.

L'ambassade a organisé une conférence le 28 août intitulée « Prévenir l'extrémisme violent en milieu jeune à travers l'islam », avec Cheikh Oumarou Bizo comme conférencier invité. De plus, elle a apporté son assistance pour la conception de nouveaux programmes éducatifs, en consultation avec les dirigeants religieux et traditionnels, notamment en étudiant les cursus et les textes scolaires pour y rechercher d'éventuels contenus contraires à la liberté et à la tolérance religieuse.